

La victoire du Brésil contre Greenpeace

INTERVIEW

Guilherme Camargo, directeur de l'Association brésilienne de l'énergie nucléaire (ABEN), a accordé une interview à Jonathan Tennenbaum. Nous en publions ici de larges extraits.

Nombreux étaient ceux qui avaient fait une croix sur l'avenir de l'énergie nucléaire au Brésil et dans d'autres pays en voie de développement. Comment avez-vous réussi à renverser le démantèlement du secteur nucléaire et achever la construction du réacteur Angra 2 ? Pouvez-vous nous donner un aperçu historique de ce développement ?

G. Camargo : J'ai décidé de travailler dans le nucléaire en 1976 alors que j'effectuais la dernière année de mes études en mécanique. C'était juste un an après que le Brésil ait signé l'accord sur le nucléaire avec l'Allemagne. [...] J'ai étudié en Allemagne pendant quatre ans ; j'y ai travaillé directement à la construction de centrales énergétiques en Allemagne, et je peux dire que j'ai participé à l'achèvement de cinq centrales nucléaires : Grafenrheinfeld, Grohnde et le projet Konvoi, lequel comprenait trois centrales.

Quel était votre poste ?

G. Camargo : J'ai travaillé pour la société allemande KWU qui était, à l'époque, totalement indépendante. Pendant la première période de 1979-1980, j'étais stagiaire. Pendant la deuxième période, j'étais employé par la KWU alors que le programme brésilien commençait à s'enliser dans des problèmes politiques. Afin de préserver des capacités techniques au Brésil, la KWU a embauché pendant un certain temps de bons professionnels brésiliens qu'elle avait formés. Je suis donc revenu en 1983-1984, et je devins responsable du secteur des composants mécaniques, plus particulièrement les systèmes concernant les déchets nucléaires dans les centrales. J'étais une sorte d'ingénieur en chef, travaillant à la fois avec le directeur du groupe et, sur beaucoup de questions, avec le directeur du département. J'ai entre autres participé

à la préparation d'un projet de centrale nucléaire clef en mains à Akkuyu en Turquie. [...] Je suis ensuite rentré au Brésil. C'était les années 80, l'époque de la crise de la dette du Brésil, le gouvernement était totalement à court d'argent. C'était aussi le cas de ma société. De plus, il y avait une terrible campagne menée directement par le département d'Etat américain – nous en avons des preuves solides – contre l'accord nucléaire germano-brésilien. Le signal pour le lancement de cette campagne a été le célèbre article de [l'hebdomadaire allemand] Der Spiegel, intitulé *L'œuf en or – l'accord nucléaire germano-brésilien*. C'était un reportage épouvantable et il a conduit à la création d'une commission d'enquête parlementaire au Brésil. Il y avait à cette époque un gouvernement militaire au Brésil, et cette question offrait une occasion unique aux politiciens de l'opposition de provoquer un changement contre le gouvernement militaire, car tout cela était considéré comme une « question technique » et non politique.

Et le fait est que le programme nucléaire brésilien a été complètement arrêté.

G. Camargo : Greenpeace-Brésil – je raccourcis l'histoire – a été fondé en 1993 et a ouvert des bureaux à Rio et à São Paulo. Ce fut une année de diffamation dans tous les journaux et l'ensemble des médias pour en finir avec le programme nucléaire. Aucun politicien n'aurait osé parler avec nous d'énergie nucléaire. Ils s'éloignaient de nous de peur d'être vus en compagnie de gens qui avaient été décrits comme des tueurs fous. Il faut mentionner ici un facteur supplémentaire très important : l'incident radiologique à Goiânia en 1987 [où une pastille de césium 137 contenue dans un appareil de radiothérapie abandonné sur une décharge, a exposé plusieurs familles à des rayonnements ionisants de très forte intensité, faisant quatre morts] qui a



renforcé toute la campagne antinucléaire au Brésil. C'était une situation terrible. [...]

Bien que cet accident n'ai rien eu à voir avec l'énergie nucléaire...

G. Camargo : Bien sûr, mais vous savez, il suffit qu'une fuite insignifiante ait lieu dans une centrale japonaise, pour que les journalistes nous appellent et nous demandent si une telle chose pourrait se produire ici dans la centrale d'Angra. De plus, nous avons connu un très mauvais démarrage et de nombreux problèmes techniques avec Angra 1. Par ailleurs, au début des années 90, le département d'Etat américain a bloqué l'approvisionnement des éléments combustibles conçus par Westinghouse pour Angra 1. C'était une rupture unilatérale de contrats d'achats et d'accords internationaux. La compagnie brésilienne d'électricité concernée a alors décidé d'utiliser des éléments combustibles de Siemens adaptés qui étaient légèrement différents des éléments originaux, et nous avons eu des problèmes avec quelques petites fuites dans les barres combustibles. Ainsi, du fait de problèmes techniques, de pressions politiques et d'une absence totale de soutien politique, la centrale est restée fermée pendant presque un an. C'est à cette époque que

les écologistes l'ont appelée la « centrale clignotante » parce qu'elle était souvent successivement en marche et en arrêt ! Voilà quelle était la situation à l'époque. Il y a eu des couvertures de presse extrêmement agressives contre l'énergie nucléaire [...]. L'ensemble du secteur nucléaire était démoralisé et n'avait aucune idée sur ce qu'il fallait faire. Certains de mes collègues de l'ABEN et moi-même avons donc présenté aux principales entreprises et institutions nucléaires un plan stratégique pour rapidement renverser cette situation catastrophique. Cette stratégie était totalement non orthodoxe et inhabituelle. Personne n'avait jamais fait cela avant mais nous nous trouvions dans un contexte très particulier. Nous avons embauché de bons agents de presse et qui nous ont obtenu des contacts avec des responsables des médias, les principaux journalistes et rédacteurs de journaux. Dans un premier temps, nous les avons rencontré pour leur dire que l'énergie nucléaire n'était pas une si mauvaise chose, que la solution la plus économique était de terminer Angra 2 et qu'il n'y avait pas d'autre option valable ; dans le cas contraire, le pays irait vers un désastre énergétique. Toutefois, les gens de la presse nous ont répondu : « *Et alors ? Ce n'est pas une nouvelle.* » Les journalistes brésiliens disent souvent que

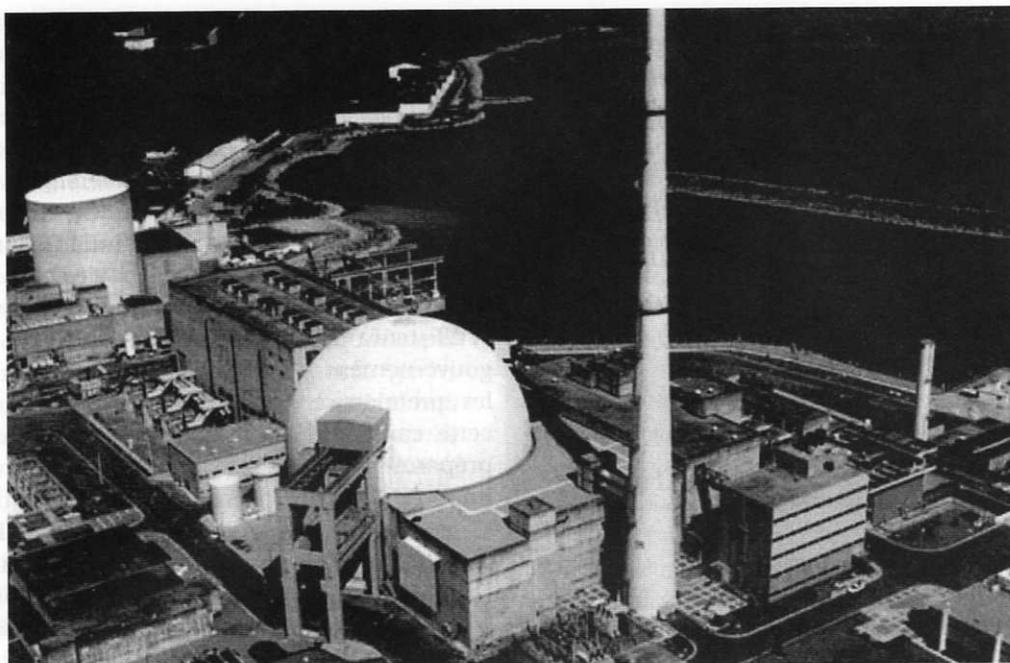
Guilherme Camargo, directeur de l'Association brésilienne de l'énergie nucléaire (ABEN)

si un chien mord une fille, ce n'est pas une nouvelle, mais si une fille mord un chien, c'est à la une ! J'y ai ensuite beaucoup pensé et c'est là que mon attention a été attirée par un article de l'hebdomadaire américain *Executive Intelligence Review* (EIR), concernant le journaliste islandais Magnus Gudmundsson. Il avait réalisé des documentaires sur Greenpeace, portant contre eux de graves accusations très étayées qui avaient eu un impact énorme dans les pays scandinaves. Il s'était surtout intéressé aux questions liées à la pêche et aux baleines. Il avait réuni beaucoup de preuves et il était très agressif. Nous avons donc pris contact avec Gudmundsson à Reykjavik, et nous nous sommes procurés tous ses films. Après avoir jeté un œil sur ses vidéos, j'étais très enthousiaste : « *Là, on tient quelque chose. On a la fille qui mord le chien !* » Le lendemain, je me suis rendu, en compagnie de mon agent de presse à São Paulo, dans les locaux du grand magazine *Veja*, l'équivalent de *Der Spiegel* en Allemagne. J'ai dit au rédacteur en chef : « *Tu m'as dit que si une centrale nucléaire fonctionne très bien, ce n'est pas une nouvelle. Finalement, ce que tu veux ce sont de mauvaises nouvelles. Tu fais de la propagande pour cette organisation corrompue qui s'appelle Greenpeace, une bande de criminels et de menteurs. Et si je t'apportais des preuves solides de cela, est-ce que ce serait une nouvelle pour toi ?* » Nous étions à table. Le journaliste était très choqué et il m'a répondu honnêtement : « *Si tu peux réellement le prouver, ce sera certainement un scoop.* » Je lui ai donné les films. Il m'a rappelé le lendemain et m'a dit : « *C'est fantastique, il faut que je rencontre ce type [Gudmundsson].* » Nous avons rapidement fait venir Gudmundsson au Brésil. Il a pu faire un exposé devant le Congrès national et rencontrer Gilberto Mestrinho, gouverneur de l'Amazonie et adversaire des écologistes. Quand Gudmundsson est arrivé au Brésil, une interview explosive de lui avait déjà été réalisée par téléphone et était disponible dans les kiosques. Dans cet entretien, le journaliste islandais décrivait toute l'histoire de l'ancien dirigeant de Greenpeace, David McTaggart, les comptes secrets, la manipulation des pays des Caraïbes [voir l'article « Baleines : Greenpeace battu sur son terrain »], etc. Le même jour, nous avons organisé une conférence de presse dans un hôtel, et une trentaine de journalistes des médias brésiliens étaient présents. Nous étions alors en mai 1994.

Nous avons donc commencé, dans cette campagne de communication avec les médias, par attaquer nos ennemis. La discussion n'avait rien à voir avec l'énergie nucléaire en tant que telle. [...] C'est ainsi que nous avons passé presque huit mois à frapper Greenpeace précisément là où ça fait mal. De plus, après cet événement, nous avons eu accès à des informations internes sur Greenpeace-Brésil.

Que faisait donc Greenpeace au Brésil ?

G. Camargo : La principale opération de Greenpeace à son arrivée au Brésil a été une attaque cinglante contre le secteur nucléaire. Nous savions que son objectif initial était de collecter 500 000 signatures pour une déclaration appelant à la fermeture d'Angra 1 et l'arrêt immédiat des travaux de construction d'Angra 2. Le président du Brésil de l'époque, Itamar Franco, était en fait très antinucléaire. Il avait été le chef de la Commission d'enquête parlementaire sur l'accord nucléaire germano-brésilien au début des années 80 lorsqu'il était sénateur. Nous devions nous débarrasser de ces types. C'était comme *Règlement de comptes à OK Corral*. Soit vous tirez soit vous vous faites descendre. Et nous les avons eus. Le manifeste antinucléaire de Greenpeace a été un échec total. Le président, qui au début de son mandat avait reçu toute la direction de Greenpeace, a refusé de recevoir le manifeste après les nouvelles dans la presse. Au lieu d'avoir 500 000 signatures, ils n'en ont récolté que 30 000, et 90 % de celles-ci ont été collectées auprès d'adolescents, pour la plupart des lycéens de 15 et 16 ans, principalement de Rio et de São Paulo ! Les responsables de Greenpeace sont allés au Congrès pour présenter ce manifeste, et après refus du président de les recevoir, ils se sont rendus à la Chambre des représentants et ont fait une exposition de dessins d'enfants contre l'énergie nucléaire. Le même jour, nous avons prouvé aux députés à partir d'enquêtes effectuées sur les identités des signataires, que Greenpeace avait collecté des signatures auprès des lycéens. Les députés ont alors délaissé Greenpeace et l'exposition de dessins a été retirée le lendemain. Greenpeace a été banni du Congrès quelques jours après. Dans les jours suivants, le président de Greenpeace-Brésil a été renvoyé et, deux mois plus tard, Greenpeace a déclaré à la presse que ses revenus étaient tombés à 10 % de ce



La centrale nucléaire d'Angra 2 au Brésil

qu'ils étaient l'année précédente, et même encore plus bas. Finalement Greenpeace a totalement abandonné l'idée de mener une campagne antinucléaire ! Je pense que le Brésil est la seule nation au monde où Greenpeace ne fasse pas de campagne antinucléaire. Ils ont totalement renoncé à nous attaquer ; ils ne parlent pas d'énergie nucléaire au Brésil. Pendant cette période, mes collègues me demandaient souvent : « si j'étais là pour attaquer Greenpeace ou pour défendre le nucléaire ? » Je leur répondais, très contrarié par leur manque de compréhension : « Ne pensez-vous pas qu'il s'agisse de la même chose ? » Par la suite, ces gens – nos amis, les scientifiques et les ingénieurs – ont commencé à réaliser qu'une bataille, un dur combat, une guerre, était engagée et que cette guerre et qu'il n'y avait pas d'autres moyens. Nous devons défaire notre ennemi pour atteindre nos objectifs. Ils ont compris que nous ne devons pas nous rendre aux événements antinucléaires, argumentant sur la sûreté des centrales nucléaires et disant que la probabilité d'un accident est égale à 10 puissance moins ceci et cela – ce genre de non-sens que tous les gens du nucléaire à travers le monde utilisent comme stratégie. Tout le secteur nucléaire du Brésil s'est levé pour mener le véritable combat. Ce combat n'a rien à voir avec des questions techniques ; c'est une guerre purement politique, et principalement émotionnelle et psychologique. En fait, nous avons utilisé les mêmes tactiques que les antinucléaires utilisent contre nous. La retombée de cette campagne anti-Greenpeace est un énorme crédit aux yeux des médias. La

presse, les journalistes ont commencé à dire : « Ces gens disent la vérité, ils méritent notre attention. Ils ont soulevé une question très dangereuse et ils avaient raison, nous devons donc au moins écouter ce qu'ils disent. »

Il me semble que l'aspect essentiel au sujet de Greenpeace, c'est la relation entre son activité et les opérations du département d'Etat des Etats-Unis contre l'accord nucléaire germano-brésilien. Au Brésil, vous êtes parvenus à convaincre que l'activité de Greenpeace et d'autres ONG environnementalistes était dirigée contre la souveraineté nationale du Brésil...

G. Camargo : Bien sûr.

Et vous avez pu prouver cela au cours de débats avec Greenpeace et les ONG environnementalistes ?

G. Camargo : Nous avons pu prouver beaucoup de choses. Par exemple, nous avons montré que le prince Charles d'Angleterre est un membre du comité supérieur de Greenpeace, alors que le prince Philip possède le World Wildlife Fund [article sur le WWF] – ces deux institutions se trouvent ainsi étroitement liées. Nous avons pu démontrer que Greenpeace a reçu des dons de la part de beaucoup de groupes importants et de fondations financières. Nous avons pu prouver qu'il y a eu de graves accusations de corruption au sein de Greenpeace. Ils n'ont pas répondu et n'ont pas pu nier cela. Dans les

Cours scandinaves, Greenpeace a perdu tous ses procès [ce n'est pas tout à fait exact. Gudmunsson a gagné sur l'essentiel, mais a parfois perdu sur des points de détail, NdT.]. Donc, nous avons toutes les informations au sujet de ces liens mais nous avons élargi le débat au-delà de Greenpeace, à l'ensemble de tout le réseau d'ONG et leur impact sur le Brésil. Lorsque Fernando Henrique Cardoso est arrivé à la présidence du Brésil, il a déclaré que les ONG constituaient de fait des « organisations néo-gouvernementales ». J'ai écrit un article stratégique dans *O Estado de São Paulo*, l'un des principaux journaux du pays, présentant la vérité sur les ONG et toute la stratégie consistant à les utiliser pour éliminer la souveraineté du pays. Cet article a été suivi de plusieurs autres provenant de personnalités brésiliennes comme, par exemple, Miguel Reale, un célèbre avocat et professeur de droit, et ancien président de l'université de São Paulo, qui a écrit un article citant mes arguments. Ensuite, *O Estado de São Paulo* a publié une édition du dimanche avec un dossier principal détaillant comment les ONG brassaient, au Brésil, des centaines de millions de dollars, sans aucun contrôle de la Banque centrale, sans aucun contrôle de quelque sorte, et avec la permission des autorités gouvernementales, et que ceci avait créé une situation terrible pour le développement du pays. Je pense donc que le gouvernement fédéral et le président ont reconsidéré leur position initiale. [...]

S'agissait-il de groupes écologistes internationaux ?

G. Camargo : En fait, au Brésil les groupes locaux sont presque entièrement financés par des groupes internationaux, tels que le WWF qui est aujourd'hui l'ONG la plus puissante du Brésil. Et il n'est pas seulement question d'environnement ; le WWF tente de se comporter comme un gouvernement parallèle. Nous avons été les premiers à dénoncer publiquement cette campagne du WWF et nous nous préparons en vue d'une bataille bien plus importante et bien plus dangereuse.

Qu'en est-il d'Angra 3 ?

G. Camargo : [...] Nous allons le construire, c'est certain – avec les Allemands, sans les Allemands, avec les Français, avec les Japonais ou sans eux. Et si personne ne veut participer à ce grand chantier, nous le ferons par nos propres moyens. A l'ABEN, nous n'avons aucun doute à ce sujet. Nous nous préparons pour cette prochaine étape. Le gouvernement n'a pas d'autre option car nous avons une importante crise énergétique et personne ne pourrait se permettre de décider de gaspiller les 2 milliards de dollars d'investissements déjà effectués dans le réacteur. Nous pensons que le gouvernement aborde bien la situation et avec la volonté politique nécessaire. Et Angra 3 est l'option numéro 1, quoique puisse en dire la presse. [...] Au premier plan, on peut voir la centrale nucléaire brésilienne Angra 2. A l'arrière plan se trouve l'emplacement d'Angra 3. Angra 2 n'aurait jamais pu être terminé si l'ABEN n'avait pas mené campagne contre Greenpeace.



I&E est une veille mensuelle sur les mouvements écologistes à l'échelle internationale. Comme vous pourrez le constater, nous n'hésitons pas à aller contre le sens du vent, pour servir au mieux la vérité.

**LISEZ
INDUSTRIE &
ENVIRONNEMENT**

Tarifs :
Société : 1525 € ht
Particulier : 150 € ttc

Contactez les Éditions Vernadski au 01.48.47.45.84
37 chemin Latéral 93140 Bondy